

## **DES PAYSANNES EN FRANCE : VIOLENCES, RUSES ET RÉSISTANCES**

**Michèle Salmona**

**L'Harmattan** | « Cahiers du Genre »

2003/2 n° 35 | pages 117 à 140

ISSN 1165-3558

ISBN 9782747555487

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2003-2-page-117.htm>

---

!Pour citer cet article :

---

Michèle Salmona, « Des paysannes en France : violences, ruses et résistances », *Cahiers du Genre* 2003/2 (n° 35), p. 117-140.

DOI 10.3917/cdge.035.0117

---

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## **Des paysannes en France : violences, ruses et résistances**

**Michèle Salmona**

### **Résumé**

Les agricultrices françaises, durant les cinquante dernières années, malgré les difficultés de leur condition de femmes et de rurales (violences professionnelles, économiques, sociales, etc.), grâce aux stratégies individuelles et collectives qu'elles ont élaborées et déployées, sont en réalité, pour une part d'entre elles, en pointe dans les mouvements d'idées et l'expérimentation des choix techniques et économiques qu'ils véhiculent : les mouvements liés au développement durable, mais également ceux qui promeuvent des modes d'organisation originaux basés sur une solidarité étroite avec les associations de consommateurs, et l'agriculture biologique de type familial. Ces mouvements d'idées et ces choix permettent d'envisager une « autre mondialisation » et « un aménagement du territoire différent ». Le territoire porte des réseaux d'agricultrices qui retrouvent et réhabilitent les dimensions locales patrimoniales de ce dernier : ce travail les entraîne à un apprentissage d'une pensée politique et à des actions spécifiques liées à cette pensée.

*À Alice Barthez*

Depuis l'après-guerre les agricultrices françaises ont vu leurs méthodes de travail et leurs modes de vie évoluer très rapidement. Les politiques européennes de développement les ont plongées dans une course au productivisme dont on mesure actuellement les limites. Les agricultrices ont vécu fréquemment avec douleur les transformations du territoire où elles vivaient et tra-

vaillaient : le mitage, la désertification, l'urbanisation accélérée, la « touristification » ont fait disparaître les activités anciennes qui caractérisaient la vie de ces territoires.

Face à ces bouleversements dont elles subissaient la violence, elles ont inventé des parades, des tactiques de ruse, des stratégies de *détournement/contournement* (Salmona 1982b). Mises à l'écart des savoirs technico-scientifiques qui se sont développés dans un contexte de recherche de productivité maximum, ces femmes ont su faire reconnaître leur statut professionnel et jouer un rôle important dans l'exploitation en prenant en charge la gestion et la comptabilité.

Mais, alors que leur nouveau rôle leur apportait un certain pouvoir, la restructuration des exploitations, à partir des années 1970, a remis en question leur organisation du temps. Elles furent contraintes de rechercher du temps disponible pour réaliser, outre la gestion, certaines productions et le travail domestique qui leur incombaient, des activités de transformation et de commercialisation des produits.

De plus, elles eurent à subir les conséquences de la création des GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) qui restaura la cohabitation entre parents et enfants exploitants et le pouvoir des aînés qui pèse particulièrement sur les belles-filles dont l'activité n'est pas définie par écrit dans ces contrats. Les tensions, parfois insupportables, provoquent dépressions, maladies, voire départ de la ferme.

Par ailleurs, malgré les méthodes brutales d'élevage introduites par la mécanisation, les femmes ont choisi et maintenu des méthodes douces d'élevage et de soins aux animaux, mais continuent à subir de dures conditions de travail et des atteintes dans leurs corps.

Enfin, elles dénoncent les politiques d'aménagement du territoire, d'une part, en mettant l'accent sur les effets pervers résultant de la réalisation de grands travaux, et les plans de développement, d'autre part, en mettant au jour les contradictions qui entraînent les familles dans la spirale de l'endettement et engendrent angoisse, dépression, maladies mentales, faillites.

La présentation des violences subies par les agricultrices repose sur de nombreuses recherches depuis 1967 jusqu'à la

période actuelle. Ces recherches sur le travail dans l'agriculture se déroulaient pour partie d'entre elles sur une dizaine d'années. Elles ont permis de suivre l'évolution du travail sur trois générations dans certaines régions (le Var côtier maraîcher et le Haut-Var autrefois producteur de moutons, le Limousin, le pays Basque). Cette méthode de travail m'a également permis de repérer, dès 1967, les pathologies sociales liées à la violence des politiques de développement (Salmona 1970, 1973, 1994b). Chaque recherche était accompagnée de la production de dispositifs permettant dans les entretiens l'explicitation des dimensions sociales de la souffrance des paysans, les dimensions cognitives et affectives du travail (Salmona, à paraître 2004a), ainsi que d'un certain nombre d'actions menées avec les paysans en liaison avec les résultats de ces recherches.

Les dimensions économiques et techniques des exploitations étudiées m'étaient fournies par les agents de développement locaux. Par ailleurs, le fait d'avoir filmé et pu visionner en vidéo le travail a permis d'élaborer des séances collectives de petits groupes de paysans, groupes de réflexion à partir des images de leur activité. Enfin, il a été nécessaire, dès 1980, d'élaborer des méthodes cliniques d'évaluation des politiques d'incitation économique chez les paysans en GAEC. Ces méthodes permettent de préciser les places des femmes dans les GAEC, les souffrances psychiques de chacun des membres du groupement et les accidents du travail (ceci constitue ce que l'on peut définir comme « coûts humains »). Ces recherches et cet article concernent uniquement les agricultrices de la « petite agriculture familiale ».

## **Vie quotidienne des agricultrices : violences et mode d'organisation**

### ***Les violences incontournables du travail***

Malgré la modernisation et la mécanisation dans l'élevage, notamment dans la traite et les soins, il est encore fréquent que les éleveuses reçoivent des coups de pieds sur les mains, les seins, le visage. Ces parties du corps sont porteuses de « *la beauté, la féminité ; c'est dur de recevoir des coups à ces endroits* »

(Salmona 1994a). L'humidité amène les éleveuses à faire des vêtements spéciaux pour se mettre à l'abri « *de l'eau qui coule dans les manches* ». Elles surveillent d'un œil la nervosité des vaches qui se traduit par des défécations brutales dont une partie gicle dans les cheveux des trayeuses : la saleté liée à ces incidents est mal vécue par les éleveuses ainsi que les odeurs dont elles ont du mal à se départir et qui sont vécues comme une « tare » (Salmona 1994a). « *Ma cousine sent plus fort que moi et moi moins que ma mère : c'est une question d'animal* ». Les femmes ne ressentent pas de la même manière que les hommes les odeurs du vivant animal, elles en souffrent davantage : le genre a un rôle important dans ce domaine. Dans le maraîchage et l'horticulture, la chaleur dans les serres et les postures très penchées, « *accroupie sur les talons, à coucou, à genoux* » (Salmona 1994a) sont difficilement aménageables. Les agricultrices ont parfois du mal à supporter ces conditions de travail. Elles « se font violence » pour les accepter. La cueillette des fleurs en plein champs ou sur les arbres (fleurs d'orangers) est très pénible. Dans ce dernier cas, elles doivent la réaliser avant le lever du soleil, en montant sur des échelles ; les chutes ne sont pas rares, et ce travail se paye encore aux ouvrières en fonction du poids de fleurs. La cueillette des fleurs sauvages, par exemple le genêt, est également très pénible.

### ***Les violences liées à la cohabitation***

Après la guerre, parents et jeunes couples d'agriculteurs vivaient très fréquemment sous le même toit et travaillaient ensemble. Des conflits très violents éclataient entre générations, en particulier entre belles-mères et belles-filles (Bruneton-Governatori 1974). En effet, les premières ont eu beaucoup de difficultés à trouver une place dans l'exploitation. Après le mariage de leur fils, quand la belle-fille arrive, elles défendent le pouvoir qu'elles ont difficilement gagné et que les belles-filles réclament à leur tour. Ce phénomène existait dans toutes les régions de France. La création d'une aide à la « décohabitation » amena les jeunes couples à faire bâtir leur propre maison. Mais l'incitation à la création des GAEC restaura la vie commune, ou tout au moins favorisa la proximité des maisons des beaux-parents et des jeunes couples. En effet, les GAEC père-fils permettent au collectif

de travail/famille d'obtenir des aides financières spécifiques et d'augmenter la superficie cultivée et la main-d'œuvre disponible. Pour parer au contrôle exercé par les beaux-parents, la « petite guerre des haies » se développa entre les deux maisons et subsiste encore aujourd'hui, tout comme la « petite guerre des boîtes aux lettres séparées ». Ces parades au contrôle des anciens ont permis de continuer à travailler ensemble.

Actuellement, si le fonctionnement des GAEC est encore perturbé par les abus de pouvoir des beaux-pères et des belles-mères, c'est la question plus générale de l'engagement des beaux-parents vis-à-vis des jeunes couples, et en particulier des belles-filles, qui pose le plus de problèmes (Salmona 1994b). En effet, lors de la préparation du GAEC, le beau-père n'invite souvent ni la belle-fille ni son épouse à participer au travail préliminaire. Cependant, celui-ci a désigné oralement à sa belle-fille une place et des tâches précises dans le GAEC en tenant compte de ses désirs et de ses compétences. Mais dès qu'il est créé et la belle-fille embauchée dans ce dernier, les engagements ne sont pas tenus par la belle-famille ; elle se voit confier des tâches qui n'avaient pas été évoquées et, par ailleurs, les temps de loisir promis au jeune couple sont « oubliés ». La belle-fille, devant ce manquement aux engagements, quitte parfois l'exploitation, seule ou avec son mari. Ce départ met en péril la survie économique du GAEC ; parfois la belle-fille ne trouve d'autres solutions que de se réfugier dans la maladie. L'histoire de vie de M. Dupré décrit les chantages et les ruses de la mère vis-à-vis du fils pour qu'il revienne sur l'exploitation et les manquements aux promesses faites au fils (Dupré 2002). Ce manquement aux engagements débouche sur un conflit qui, par sa virulence, exclut qu'il soit traité en famille. Aucun texte ne peut être évoqué par la belle-fille ou le fils pour revendiquer les tâches qui leur avaient été promises. Dans la construction du GAEC rien n'a été écrit concernant la division sexuelle et générationnelle du travail et l'organisation de ce dernier. Cette question de l'abus de pouvoir de la famille et des manquements aux engagements réciproques a des conséquences psychiques dans le ménage et dans le couple, qui ont été analysées cliniquement par l'économiste Kenneth Boulding (1973) et l'anthropologue Don Jackson (1977). Si la parole n'est pas tenue, l'engagement

oublié, la promesse d'une réciprocité dans l'échange envolée, la maladie, en particulier la dépression, s'installe chez le partenaire lésé. Si l'abus de pouvoir exercé très fréquemment existe dans la relation hommes-femmes, il se manifeste aussi dans l'autre sens entre la mère et le fils. Mais parfois les fils craignent de se faire soigner à l'hôpital et de laisser ainsi leur épouse à la merci de la brutalité des pères (Salmona 1994b). La Jeunesse agricole catholique (JAC) a autrefois beaucoup exhorté les fils à se libérer du pouvoir des pères pour se moderniser, mais elle est restée muette sur les relations mère-fils. Jusqu'ici, l'influence de l'Église en milieu rural a interdit d'évoquer les facteurs affectifs concernant le retour du fils sur l'exploitation et la force des liens affectifs qu'il entretient avec sa mère.

Une équipe de sociologues et formateurs bretons, devant l'importance des conséquences économiques de ces conflits dans les GAEC, a tenté de mettre en place une formation à la médiation, mais les candidats n'avaient pas les compétences nécessaires pour cette pratique qui dépasse les compétences purement économiques.

### ***La violence liée à l'organisation du temps***

Avant 1970, les agricultrices réalisaient leur activité dans des espaces et des bâtiments multiples : elles étaient disponibles à tous les moments, pour toutes les tâches et dans tous les lieux. Les années 1970 ont été un moment important dans la taylorisation/mécanisation du travail agricole. Les femmes, sous la pression des agents de développement qui vulgarisaient l'organisation du travail, se sont « *inscrites dans des espaces précis et dans des temps clôturés* » selon l'expression de Jean-Paul de Gaudemar (1979). Par exemple, elles se sont mises à diriger des ateliers d'élevage hors sol, des productions de tomates ou de fleurs sous serre : il n'était plus question d'être dans une situation de « disponibilité permanente » pour recevoir le conseiller agricole, commander les aliments. Les activités de négociation avec les organisations agricoles, à l'extérieur de l'exploitation, sont difficilement conciliables avec la prise de responsabilité des agricultrices sur certaines productions (Salmona 1994b) ; le matin et le soir quand une agricultrice traite ses vaches, pendant deux heures elle ne peut répondre au téléphone

ou discuter avec son conseiller agricole. La disponibilité permanente des femmes, liée à la réalisation du travail domestique, complique encore la question du partage du temps : les heures de traite correspondent à la préparation des enfants pour le départ et le retour de l'école. Ces deux types de travail professionnel et domestique qui se chevauchent suscitent de perpétuels conflits pour les agricultrices ; quels que soient les choix faits, ils produisent une grande culpabilité. Par ailleurs, l'orientation actuelle de l'agriculture familiale amène les agricultrices à s'occuper de la transformation des produits (fromages, saucisses, pâtés, préparation de paniers de légumes vendus chaque semaine à des familles adhérentes d'associations de consommateurs) : ce temps de transformation s'ajoute à celui de la production ; il est lui-même accompagné d'une activité de commercialisation en direct sur l'exploitation ou sur les marchés. Le temps d'une journée n'est pas extensible ; certaines agricultrices travaillent de cinq heures du matin à onze heures du soir (Salmona 1999). Elles disent d'une manière poétique et désespérée : « *Nous sommes toutes des glaneuses de temps* ». Si l'agriculture française rencontre actuellement des difficultés économiques, un des facteurs qui risque de freiner la survie des petits exploitants agricoles est précisément la prise de conscience par les femmes qu'il n'est plus possible de trouver encore du temps. Cette prise de conscience s'accompagne d'une longue litanie sur la succession d'activités obligées dans une journée (pour améliorer les revenus et donner une plus-value aux produits en les transformant et en les vendant). Elles sentent que le butoir du temps ne peut déboucher que sur la sortie de l'agriculture. Cette recherche désespérée de temps s'accompagne de conduites dangereuses ou festives pour desserrer l'étau : certaines d'entre elles partent en voiture dans la nuit rouler pour oublier l'inquiétude qui les ronge, d'autres « *traînent dans les cafés de la ville la plus proche avec les copines pour échapper au contrôle familial et se changer les idées* ». D'autres déclarent : « *Je marche au Tranxène* ».

## Ruses et stratégies des agricultrices

Durant de nombreuses années, les agricultrices ont lutté pour obtenir un statut professionnel. Rose-Marie Lagrave (1987) en



fait une analyse très riche. Parallèlement à cette lutte, d'autres agricultrices cherchaient par tous les moyens à mobiliser certains organismes de formation ou de gestion sur des activités précises, visant à faire le décompte du nombre d'heures de travail réalisé par elles. C'était une manière détournée de sensibiliser le milieu agricole à la nécessité de leur reconnaître un statut de travailleuse. Ainsi, des agricultrices des Vosges ont forcé des conseillers de gestion de leur région à compter rigoureusement le temps de travail des femmes. Une « opération sauvage » du même type a été menée à la même époque à Nîmes par les conseillères agricoles avec l'appui des agricultrices. Il était important de saisir toutes opportunités pour mesurer, calculer, mettre en chiffres le temps de travail des femmes car « *il n'était d'aucune manière reconnu* ». On les considérait comme des demi UTH (unité travail homme). L'opération nationale des années 1970, de formation à la comptabilité et à la gestion des agricultrices, fut l'occasion pour elles de découvrir dans ces stages de formation « *qu'elles n'étaient pas devenues complètement idiotes* » (Salmona 1971). Cette prise de conscience, pour beaucoup d'entre elles qui ne se battaient pas en public pour la reconnaissance d'un statut, leur donna l'idée de « *grignoter lentement l'invisibilité dans laquelle elles étaient tenues* » depuis leur mariage. C'est ce que l'on peut décrire comme des stratégies de détournement/contournement. D'autres stratégies du même type succédèrent aux précédentes dans le même but. Des petites troupes d'agricultrices écrivaient et jouaient sur les places de marché leur situation d'invisibilité. Puis, lorsque le statut professionnel fut enfin gagné, les stratégies de contournement/détournement continuèrent. Elles ne portaient plus exactement sur le même objet : les pièces de théâtre ridiculisaient et démontaient la présentation par les médias de la modernisation de l'agriculture et de la place des femmes.

### ***Conquête des savoirs savants***

Dès les années 1960, les agricultrices ressentent le besoin de maîtriser les savoirs technico-scientifiques que l'on vulgarise auprès de leurs maris ; elles sont pour leur part sollicitées pour suivre des stages de cuisine, de ménage, de tapisserie. Mais les connaissances qui leur manquent pour réaliser les nouvelles formes

de travail leur sont refusées. Elles ne peuvent suivre des stages de biologie animale ou végétale, sur les produits chimiques qui composent les engrais et les pesticides, de pédologie (science de la terre). Aussi grappillent-elles ces savoirs scientifiques en questionnant les hommes de la famille, les conseillers agricoles qui, la plupart du temps, s'adressent à leurs maris mais rarement à elles. Si elles arrivent ainsi à maîtriser des manières de faire, il leur manque le contexte scientifique lié à ces dernières. La génération de femmes qui vient de prendre sa retraite a été obligée de dérober les savoirs et les savoir-faire savants possédés par leur maris pour suivre l'évolution des techniques. Ces connaissances parcellaires et isolées du contexte les ont souvent amenées à faire des erreurs et à regretter de n'avoir pas eu accès à une formation scientifique et technique. Cependant, dans les années 1970, les agricultrices ont afflué dans les stages de formation à la gestion et à la comptabilité : elles y ont trouvé un moyen d'appréhender l'exploitation agricole autrement que par des pratiques isolées. Elles ont aussi acquis un pouvoir dans la famille (Donzelot 1996), lié à la place qu'elles ont prise dans cette pratique de la comptabilité et de la gestion. Parfois elles étaient obligées de retenir les remarques qu'elles voulaient faire à leurs maris sur des erreurs d'orientation, car elles mettaient en balance la survie du couple (Salmona 1971). Elles se transformaient auprès de leurs partenaires en formatrices pour qu'ils puissent eux-mêmes découvrir leurs erreurs.

Par ailleurs, depuis un certain nombre d'années, des jeunes femmes entrent dans les écoles d'agriculture et accèdent à ces savoirs savants par l'enseignement supérieur : certaines « s'installent » comme exploitantes, mais ce phénomène reste marginal. Quand elles ont acquis le diplôme d'agronome elles choisissent de travailler dans l'encadrement agricole ou le secteur de l'agroalimentaire. Les agricultrices néorurales, qui sont des citadines reconverties dans les CFPPA (Centres de formation et de promotion professionnelle des agriculteurs), s'installent avec une formation « savante » au travail d'élevage ou de maraîchage.

Comme cela a été évoqué, l'ouverture en 1970 de la formation à la comptabilité-gestion aux femmes, a été une « révolution douce », selon l'expression d'agricultrices qui l'ont menée et ont entraîné des groupes de femmes dans cette formation. Cela

n'a pas été sans violences pour celles qui ouvraient la voie : des histoires de vie, écrites actuellement par certaines d'entre elles, décrivent les insultes et les quolibets des agriculteurs à l'égard de ces femmes « *qui se mêlaient des affaires des hommes* ». Elles ont vécu la mise à l'écart et le rejet, mais comme celles qui ont milité pour obtenir un statut professionnel, celles des années 1970 « se connaissent », se retrouvent, se racontent « cette petite révolution ». Cette génération a ensuite emboîté le pas sur l'informatique, l'Internet, et prend sa retraite autour de nouvelles activités « plus culturelles » (ou politiques) dans le cadre d'actions autour de la mémoire du territoire ou d'apprentissage de techniques de communication. Certaines agricultrices qui ont eu une activité militante dans les organisations syndicales cherchent à se réinsérer dans la société locale où elles ont parfois été mises à l'index. Elles cherchent des moyens d'être utiles dans le tissu social local. La nouvelle génération d'agricultrices a fréquemment acquis, dans des activités salariées précédant le mariage et l'entrée dans le GAEC père-fils (ou l'exploitation en couple), des compétences particulièrement importantes pour la gestion de l'exploitation : l'art de la négociation avec les organisations agricoles (*Actes des journées femmes...* 1993), l'administration : « *elles savent parler à tout le monde et éviter les conflits* ». Les agriculteurs reconnaissent la qualité de ces savoirs sociaux des femmes ; eux-mêmes toujours « *bloqués dans la production et sur l'exploitation ont du mal avec la bureaucratie agricole et étatique* ».

### ***Vers des pratiques douces dans l'élevage***

Nous savons que les éleveuses ont, par rapport à l'élevage des bêtes, une attitude et des pratiques de soin (Salmona 1983a, 1983b, 1986) proches de celles qu'elles manifestent dans les activités domestiques et de parentalité, celles qu'elles adoptent avec les enfants et les adultes : elles ne crient pas, évitent les mouvements brusques, les postures qui peuvent les inquiéter. Le mécanisme d'attachement qui lie les éleveurs et leurs bêtes est particulièrement important chez les femmes (Bowlby 1978). Elles donnent rarement des coups à ces dernières. Ce n'est pas toujours le cas chez les éleveurs ; l'élevage industriel favorise la violence faite aux bêtes élevées en batterie. Nous savons éga-

lement que quand les éleveuses vieillissent, que les enfants sont partis et que le mari s'occupe de la coopérative, le vide qui s'installe dans la famille est souvent compensé par une activité plus importante de soin et de surveillance chez les éleveuses vieillissantes : leur solitude se fait moins sentir quand elles réinvestissent leur attention, leur responsabilité, leur attachement sur les bêtes. Elles ont du mal à se séparer des brebis et des vaches qui, pour les spécialistes, « *devraient être bazardees car elles sont très vieilles, épuisées par les maternités* ». La ménopause (Salmona 1994a) correspond à ce temps du départ des enfants et d'éloignement du conjoint vers des activités administratives ou syndicales. La séparation d'avec les bêtes, si difficile pour les hommes, l'est encore davantage pour les femmes, même d'origine urbaine, car elles s'identifient aux bêtes (Salmona 1999). La mort de ces dernières se profile avec la séparation. L'investissement affectif est particulièrement marqué dans les élevages de moutons, de chèvres et de vaches où la mécanisation de la traite et de l'alimentation n'ont pas encore entraîné la réification que l'on rencontre dans les élevages porcins industriels (Le Tacon 1978). Aussi hommes et femmes ne sont pas comparables, dans la culture du soin, où les femmes transfèrent des pratiques, des savoirs affectifs propres à l'élevage humain. Il n'est donc pas surprenant que, dès la mise en place, dans les années 1970, de techniques de zéro pâturage (les bêtes ne sortent pas des bâtiments et sont nourries, droguées, soignées sur place), d'insémination artificielle, de nutrition avec des produits industriels, de vaccinations multiples, les femmes qui en avaient la possibilité aient choisi des systèmes de production qui réduisaient l'usage de ces techniques brutales. L'arrivée depuis 1970 de néorurales éleveuses n'a fait que conforter ces choix et les critiques des agricultrices vis-à-vis des élevages productivistes, industriels.

La vague de l'agriculture biologique et les échecs partiels de l'ensilage, de l'insémination systématique dès que la bête est vide, ont un peu plus creusé le fossé entre hommes et femmes. Violence et hyperproductivisme ont amené la catastrophe de l'épidémie de la vache folle et la dévalorisation chez les consommateurs des bêtes élevées en batterie. Les hommes eux-mêmes ont été gagnés par le doute et la remise en question de ces pra-

tiques brutales ressenties comme des tortures. En effet, plus que les hommes, les éleveuses utilisent fréquemment avec les bêtes des pratiques qui relèvent de *mètis*<sup>1</sup> : plutôt que d'obliger les bêtes à accepter certains médicaments ou certains soins, ce qui implique une certaine violence, elles jouent avec la bête comme on joue avec un enfant pour lui faire accepter des soins douloureux (Salmona 1978). Elles ne font pas front aux bêtes pour les soigner : elles utilisent des tactiques de tromperie et de ruse. Ces questions se sont renforcées depuis la Conférence de Rio en 1992<sup>2</sup>, à partir de la réflexion internationale sur le développement durable et de la prise de conscience tardive, dans les milieux de la recherche, du rôle du bien-être des animaux « pour obtenir des produits de qualité ». Comme je l'ai dit ailleurs (Salmona 1982a), peut-être que l'éloignement des agricultrices de la formation aux techno-sciences leur a facilité une position critique par rapport à la vague de violences appliquée à l'élevage (Porcher 2002) : cette exclusion historique des femmes leur donne une avance dans la réflexion actuelle sur la production animale, la relation aux bêtes, les techno-sciences, l'apparition des OGM, le clonage et le développement durable. Cette lucidité des agricultrices dans le domaine du travail avec la nature, en particulier avec les bêtes, ne veut pas dire « qu'elles sont du côté de la nature » mais que leurs réflexions et leurs actions sont profondément liées à leur culture du soin et du vivant. Elles ne se laissent pas prendre aux discours scientifiques et techniques lorsque ces derniers sont profondément démentis par la culture séculaire du soin et du travail chez les femmes. Il en est de même dans les grandes sociétés africaines d'éleveurs, les Peuls (Diouldé 1973) et les Tutsi (Rodegem 1973) par exemple ; les principes qui guident leur pédagogie du soin, la responsabilité, l'attachement, la patience, la douceur, le lien corporel affectif et de communication par la parole, la caresse, le chant, la voix, résisteront-ils à la pression liée à la mondialisation des techniques et du marché ? Cette pression réifie l'animal par la violence et réifie aussi la personne qui l'administre. Les éleveuses ne sup-

---

<sup>1</sup> « Intelligence rusée ».

<sup>2</sup> Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro (Brésil), 3-14 juin 1992.

portent plus qu'on « leur demande de jeter les porcelets à la naissance car il y en a trop ».

## Les agricultrices

### « en pointe » du « développement durable »

#### *Violences des politiques publiques de développement agricole et d'aménagement du territoire*

Les campagnes françaises se vident de plus en plus vite de leurs paysans. La crise de la vache folle et de la fièvre aphteuse accélèrent les faillites, les départs de l'agriculture et la désespérance. Les jeunes qui ne sont pas d'origine agricole ne s'installent plus, ils n'en ont pas les moyens. Les fils de paysans qui reprennent l'exploitation des parents hésitent : les cours des productions animales, des légumes et des fruits sont de plus en plus en « yo-yo ». La mondialisation fait son chemin : « *Les asperges viennent du Pérou, les haricots verts du Kenya, les bêtes d'Amérique du Sud ou de Nouvelle-Zélande* ». À partir des années 1970, les exploitants agricoles sont « aidés » à se développer dans le cadre d'une politique d'intensification de la production par des mesures incitatives appelées jusqu'ici plans de développement : ces aides sont constituées de prêts bonifiés et d'un encadrement de spécialistes de la gestion économique et technique. Si ces aides ne sont pas obligatoires, il est quasiment impossible de ne pas les utiliser dans le cas des petits exploitants familiaux qui constituent la majorité du monde agricole français. Les prêts bonifiés permettent de faire les investissements en bâtiments, machines, etc., nécessaires à la transformation du système de production, des méthodes de travail, du produit, enfin du profit réalisé.

Dans les faits, il existe un écart profond entre les objectifs déclarés des plans et la réalité vécue par les collectifs de travail agricole qui les adoptent. En premier lieu, si les conditions de travail s'améliorent et si les productions animales ou végétales augmentent de volume, le travail devient plus complexe ; la charge de travail au lieu de baisser augmente et la surveillance, la méticulosité dans le suivi du travail accroît également considérablement la charge mentale. Les prêts, de montants considé-

rables, entraînent une inquiétude très importante. Par ailleurs, le rythme de réalisation du plan étant imposé par les organismes agricoles, une très forte pression psychique pèse sur les familles « en plan ». Enfin, beaucoup d'agriculteurs réalisent eux-mêmes (pour utiliser l'argent débloqué à d'autres fins) les bâtiments nouveaux imposés par le système de production adopté. La charge physique, les accidents graves du travail (chutes dans les fosses des bêtes, chutes des toits et des échelles, électrocution) se manifestent au début et à la fin du plan. Tous ces éléments font que les agriculteurs ont très vite conscience de l'écart entre les objectifs affichés et la réalité de la mise en place du plan. Ils se trouvent en fait dans une situation particulière paradoxale. Le discours des organisations et des agents de développement sur les objectifs du plan est « annulé » par la situation que les agriculteurs vivent dès le début du plan : cette situation se rencontre très fréquemment dans les organisations de salariés, où la contradiction est très importante entre ce qu'affiche l'organisation et ce que vit le salarié. On appelle ces situations paradoxales des situations de double contrainte (*double bind*). Elles provoquent chez celui qui les subit dans l'entreprise (mais aussi dans la famille ou le couple) un sentiment de désarroi, d'angoisse, car aucune réponse au paradoxe n'est satisfaisante. Les effets sont les mêmes dans les organisations de salariés et dans le collectif de l'exploitation familiale : l'angoisse, la dépression, la tentative de suicide, la confusion mentale.

Ainsi, à la suite d'une demande des agents de développement s'occupant des familles « en plan » d'un département de l'Ouest où l'on compte de nombreuses dépressions, j'ai pu étudier ce phénomène sur six ans. La dépression, l'agitation, les insomnies accompagnent, le temps du plan, ces situations de double contrainte. Elles n'épargnent ni les familles qui ont abandonné, ni celles qui ont « réussi » : toutes sont confrontées à la dépression ; parfois même, ce sont plusieurs dépressions qui traversent le groupe familial. Certains groupes (GAEC, groupes informels) recourent, durant le séjour du malade à l'hôpital et la convalescence longue (au moins six mois), à l'embauche d'un ouvrier, ce qui aggrave l'endettement. Certains fils, plutôt que d'aller à l'hôpital, font le choix du désenvoûteur qui leur permet de surveiller l'ambiance de l'exploitation où fréquemment les

pères risqueraient de manifester une violence physique et symbolique sur leur belles-filles : « *Il vaut mieux rester sur le bateau malgré la dépression* ». Les familles payent donc d'un prix très lourd, d'un coût humain selon William Kapp (1976), leur participation aux politiques de développement proposées depuis 1970. Ce coût psychique met en péril le devenir économique des exploitations concernées. Pourtant, il n'a été pris en compte ni par les syndicats, ni par le ministère de l'Agriculture. Seule l'association « SOS paysans en difficulté » rencontre ces phénomènes tous les jours chez les paysans qui font faillite. J'insiste sur le fait que ce ne sont pas seulement les conditions de travail mais surtout les politiques et les organisations qui les mettent en place qui provoquent ces troubles chez les paysans.

Par ailleurs, l'épidémie récente de la « vache folle » a contraint les éleveurs à refouler l'attachement, le lien d'affection, le sentiment de responsabilité qui les unit aux bêtes. Le film, *Une sacrée vacherie* (J.-F. Delassus 2000), récit du premier cas de « vache folle » chez un éleveur, montre le déchirement lié à l'abattage du troupeau. Chez les maraîchers, une autre souffrance, liée au risque d'empoisonnement des consommateurs, plane sur leur vie de travail depuis les années 1970 et l'utilisation massive des produits chimiques (insecticides, pesticides, engrais chimiques, traitements etc.) augmente leur inquiétude (Salmona 2002).

Devant la violence des politiques de développement, les femmes réagissent par les mêmes souffrances que les hommes, mais portent ces soucis économiques parfois sans en parler à ces derniers. Par ailleurs chargées de gérer la santé du collectif familial, elle se rendent rapidement compte des transformations de l'ambiance familiale : ces deux facteurs propres aux femmes aggravent leurs inquiétudes. Elles se sentent également responsables du bon état du moral de la famille quoi qu'il arrive. Elles ressentent donc plus fortement ces difficultés.

Un article récent, paru en janvier 2003 dans *Le Monde*, décrit la pénurie de chiffres sur le suicide — en forte augmentation chez les paysans, dans l'ensemble des organisations (Mutualité sociale agricole, INSERM, ministère de l'Agriculture). Il est à noter que



c'est un groupe de femmes minoritaire de la FNGEDA (Fédération nationale des groupes d'études et de développement agricole) qui a alerté en 1977 les organisations sur ce fait. Les travaux qui sont actuellement engagés dans la Manche sur le suicide font l'impasse sur la violence des politiques de développement qui déclenchent ces pathologies sociales chez les agriculteurs depuis 1967 (Salmona 2003). Une politique du déni des phénomènes de dépression et de suicide, liés à la mise en place des politiques de développement, a régné dans ces organisations depuis leur apparition. Par ailleurs, un travail particulier devrait être réalisé sur la dépression et le suicide chez les agricultrices, qui ont des causes d'inquiétude plus nombreuses que les hommes en liaison avec leur responsabilité familiale. Des facteurs culturels et régionaux ont une influence certaine sur l'apparition de ces pathologies et nécessiteraient une recherche comparative inter-régionale. La dépression pèse lourdement dans le désir des couples d'agriculteurs de quitter l'agriculture malgré l'inquiétude suscitée par la reconversion. Certaines agricultrices refusent de nouveaux endettements et les perspectives de souffrance psychique qu'ils entraînent.

### ***Violences des politiques d'aménagement du territoire et retour du refoulé***

Les travaux d'aménagement du Haut-Var dans les années 1970 sont un exemple de la violence des politiques publiques d'aménagement. Depuis quelques années (avant que ne disparaisse la génération qui a vécu cette tragédie de la mise en eau du lac de la vallée de Sainte-Croix du Verdon), les langues se délient et les souvenirs émergent au sujet des suicides de certains vieux villageois dont la maison allait être détruite et envahie par les eaux. Pendant trente ans un silence collectif a régné sur cette tragédie vécue dans la plus grande solitude par l'ensemble des acteurs, paysans, artisans, enseignants, qui vivaient dans ce que l'on appelle maintenant le parc régional du Verdon. Les paysans du Haut-Var évoquent enfin la violence de ce « drame ». Quand ils parlent des lacs — si prisés par les touristes étrangers —, qui ont recouvert une partie du territoire, ils disent que « *c'est une eau de mort* » qui ne permet plus d'aller visiter les voisins et la famille. Les lacs les ont éloignés les uns

des autres. Quant à la tactique d'EDF, à la différence de celle des aménageurs du lac de Serreponçon, elle a été de prendre des décisions sans véritablement consulter les acteurs concernés. Il n'est pas de semaine où les plaisanteries sur cet État dans l'État ne fleurissent dans les conversations, ni que la critique des politiques d'aménagement n'accompagne ces plaisanteries, en particulier chez les femmes.

Les travaux du sociologue Michel Marié (1982) ont montré que l'aménagement du territoire, depuis la fin de la guerre, s'il est pour une part dépendant de l'initiative privée (par exemple, la destruction de la Côte d'Azur par le mur de marinas), relève en grande partie de décisions de l'État : la construction de barrages, du canal de Provence, la mise en place d'activités touristiques dans l'arrière pays du Var, région de vieille émigration où la désertification gagne. À partir de la mise en eau de lacs de retenue du Verdon, il a établi que ces aménagements ont provoqué un choc dans la population locale. Ces grands travaux étaient liés aux besoins de production énergétique d'EDF et d'eau pour les grandes villes, l'industrie et l'agriculture d'une part, et à la nécessité de transformer l'économie régionale, en particulier viticole, d'autre part. Trente ans après leur réalisation, ces grands travaux sont enfin commentés et critiqués sur la place publique par les anciens. De même, dans le Var côtier, la construction de l'autoroute B57 a détruit les meilleures terres de maraîchage et d'horticulture entre Marseille et Nice, malgré l'élaboration de contre-projets moins destructeurs de l'agriculture méditerranéenne. Dans la région côtière de l'est varois, la culture millénaire du maraîchage et de l'horticulture a presque disparu. Près de Grasse, dans la région de Mons, coincée entre le camp militaire du Canjuers et la forêt, des projets de travaux routiers desservant la Côte d'Azur et traversant ce territoire risquent de détruire les sociabilités locales encore très vivantes malgré les migrations. C'est sur ces trois territoires qu'ont émergé des réseaux d'agricultrices dont je vais analyser les pratiques et les objectifs.

### ***Alternatives actuelles et apports des agricultrices à des problématiques plus larges***

Face à ces violences liées aux politiques de développement agricole et d'aménagement du territoire entre 1980 et 1990,

certaines agricultrices font un retour sur soi, silencieux, et tentent un travail de méditation, de psychothérapie, d'écriture d'histoires de vie : c'est une posture de repli. Ce mouvement n'a pas concerné seulement les agricultrices du Sud-Est mais l'ensemble des agricultrices (Salmona 1985a). Les années 1990 ouvrent un champ nouveau (qui à Mons s'était déjà manifesté depuis 1970) dans la région du Sud-Est de l'hexagone : par différentes démarches, certaines agricultrices élaborent un mouvement d'appropriation et de transmission symbolique du territoire aux étrangers et aux générations nouvelles. Un espace mobilisateur de leur pensée et de leur action se structure autour du patrimoine de leur lieu de travail et de vie. Cette prise en charge dynamique (et non fossile) du patrimoine du lieu peut concerner le paysage, l'habitat, l'hydraulique, les œuvres des cultures locales (civilisation pastorale, civilisation des jardins). Cette appropriation et transmission symbolique du territoire est fondée sur de nouveaux réseaux de sociabilité. Certains sont constitués uniquement d'agricultrices, d'autres réunissent agricultrices, artisanes, enseignantes, etc. Cette appropriation dynamique du patrimoine du lieu s'ouvre sur une réflexion « politique » concernant l'histoire du territoire et l'usage de ce dernier dans le présent et dans l'avenir (Salmona, à paraître 2004b). Bien avant l'émergence des problématiques du développement durable, ces réseaux d'agricultrices et de femmes rurales ont réalisé des recherches sur les noms de lieux et le patrimoine local. Elles ont élaboré des ouvrages de photographies et de textes, elles ont mis en place des expositions et des visites du territoire où elles vivaient et qu'elles ont étudié. Une solidarité ouverte et non corporatiste ou communautariste se manifeste. Enfin, dans le même esprit de mobilisation autour du territoire, les femmes de certains villages remettent en marche, depuis les années 1970, le culte populaire de sainte Agathe (Salmona 1985b, 1994b), qui a toujours eu une fonction symbolique de protection du territoire contre les désastres (éruptions volcaniques, incendies, inondations, sécheresse) et de protection des mères allaitantes. Cette fête de sainte Agathe est considérée comme une journée exceptionnelle où les femmes prennent joyeusement le pouvoir. C'est une fête du monde à l'envers. Les femmes partagent un festin, puis déambulent la nuit dans les rues du village en por-

tant des petites lanternes. Un bal clôt la soirée, où ce sont les femmes qui invitent les hommes. Ce rituel ressemble à la fête des Anasténarias, fête des accoucheuses en Grèce. Dans les deux cas, l'obscénité est de rigueur, en particulier chez les vieilles femmes. Depuis 1975, des agricultrices modernes, lorsqu'elles sont en stage, me parlent au moment de la pause de la préparation de la fête de la sainte Agathe. Elle est réapparue sur tout l'arc alpin, du Var à l'Ain et a été remise en marche en 1970 à Mons. Dans ce village adossé au Canjuers, la volonté des Agathes est de ne se faire récupérer ni par l'administration locale ou régionale, ni par les partis politiques, ni par les touristes, ni par les médias, ni par l'Église. Cette règle est strictement appliquée. Sa fonction de fête des femmes est très liée, comme j'en avais fait l'hypothèse en 1984, à une réflexion et à des actions visant à défendre le territoire contre la destruction liée à l'aménagement. Par exemple, dans les années 1980, elles organisaient sans les hommes des luttes pour protester contre la construction de lignes à haute tension servant à vendre l'électricité en Italie. Dans une société du Sud-Est déchristianisée, il est important de constater que les femmes utilisent et détournent l'imaginaire religieux pour contester le pouvoir des hommes et celui de l'État. Dans le temps et l'espace de la fête de sainte Agathe, les femmes échangent entre elles réflexions et décisions d'actions concernant leur territoire. Si la question du « local » les préoccupe toute l'année, la fête donne une densité particulière aux échanges sur le territoire. Le réseau des Agathes travaille aussi sur le patrimoine local et réalise des expositions de photographies, de documents, de vêtements féminins (robes de mariée).

Ces trois réseaux, celui du Verdon, celui de l'Est varois et celui des Agathes, ont une conception commune du territoire. En effet, si les maraîchers (Salmona 1982b) du Sud-Est français comparent la terre, qu'ils travaillent comme des ciseleurs, à une petite fille rebelle ou endormie, à une compagne, à une putain, selon les tâches qu'ils opèrent sur la terre, pour ces réseaux de femmes (agricultrices ou artisanes), au contraire, le territoire est un grand corps fragile dont il est nécessaire de prendre soin contre la destruction par les politiques de développement et d'aménagement. Ce que Françoise Choay (1992) considère comme un mouvement fondamental du XXI<sup>e</sup> siècle a été amorcé

depuis longtemps dans le Sud-Est de la France chez les femmes rurales. Une pensée « politique féminine » s'y élabore autour du territoire à partir de l'imaginaire religieux populaire des saintes, utilisé à des fins non religieuses. Cette démarche féminine s'ouvre sur la construction d'une nouvelle identité des agricultrices, au moment où la société rurale est en pleine déstructuration.

Les trois territoires où naissent et se développent ces réseaux sont très menacés par la réindustrialisation (création de zones franches), l'urbanisation, la « touristification ». Ces trois réseaux veulent faire reconnaître l'importance des cultures de leur territoire.

### ***Recherche d'un nouveau partenariat et sortie du corporatisme : les AMAP***

Depuis deux ans, ce n'est pas un hasard si le réseau AMAP (Associations de maintien de l'agriculture paysanne) de vente de paniers en direct est né sur le bassin de l'Areppe (Var). Comme les réseaux de femmes qui travaillent sur la mémoire des lieux, il manifeste la vitalité, l'inventivité des maraîchers locaux pour lutter contre la mort de l'agriculture familiale et méditerranéenne liée à la mondialisation. Ce sont les savoirs domestiques et sociaux des maraîchères et des adhérentes des associations de consommateurs qui sont mobilisés sur la réalisation des paniers et la mise en place du concept. Le fonctionnement des AMAP repose sur le paiement anticipé de la récolte par les adhérents. Une tentative dans les années 1975 d'éleveurs du Haut-Var, associés à des groupes de consommateurs de quartiers du nord de Marseille, n'avait pas trouvé de solution juridique. Ils voulaient faire une vente directe et proposer aux familles adhérentes de venir partager les activités des éleveurs dans le Haut-Var en été.

Actuellement, les agricultrices sont très fortement incitées à monter des activités de tourisme à la ferme, en grande partie sous la pression de leur mari et des agents de développement. Cette pression est si forte que bon nombre d'entre elles, qui aiment leur métier d'éleveuse ou de maraîchère et réussissent, cèdent sous cette pression. Pourtant, des calculs récents des économistes ruraux montrent que l'activité touristique — qui n'est pas nouvelle puisqu'elle a déjà été pratiquée depuis les

années 1970 dans les Hautes-Alpes — n'apporte pas de revenus suffisants. Par ailleurs, certaines agricultrices reconverties au tourisme à la ferme ressentent cette activité comme servile. Mais la violence dans les rapports sociaux de sexe est telle qu'elles finissent par céder. Cette activité de service empiète sur leur vie familiale, déjà bien restreinte par la multiplicité des tâches agricoles.

\* \*  
\*

La moitié des agriculteurs vit actuellement avec des femmes qui sont agricultrices. Les autres épouses ont une profession hors de l'agriculture. Le célibat est toujours aussi important chez les agriculteurs. Le travail des femmes à l'extérieur permet, dans certains cas, la survie de leur petite exploitation. Mais une génération « citadine » leur succède déjà depuis 1970 avec l'arrivée des néoruraux. Mes recherches dans quatre zones désertifiées<sup>3</sup> (Salmona 1975), où se sont installés de nombreux néoruraux qui ont fait souche, comme les travaux de François de Ravnigan (2003), montrent que cette population a amené de profonds changements : ce sont en particulier les femmes qui ont eu une influence décisive sur le territoire où elles vivaient et travaillaient. Nombre de femmes néorurales sont devenues adjointes au maire ou conseillères municipales ; elles ont eu une influence décisive sur la politique de développement local. Elles ont par ailleurs également amené chez les paysans locaux de nouvelles formes de relations de couple, de relations avec les enfants, de pratiques d'accouchement et de pratiques culturelles. L'installation des néoruraux se réalise aussi actuellement dans des zones qui ne sont pas désertifiées. Leur influence est im-

---

<sup>3</sup> La désertification est un phénomène complexe qui se manifeste en France dans les régions au-dessus de six cents mètres, où les conditions de sol, de pente, de végétation, de climat et de mauvaises liaisons avec les grandes zones urbaines favorisent le départ des populations, le ralentissement des activités agricoles — qui entraîne lui-même le départ des artisans, des commerçants, la fermeture des écoles et des pharmacies —, et provoquent l'avancée de la forêt, de la garrigue et l'érosion des sols. Une part considérable du territoire français rentre dans ce processus de désertification.

portante. Ils montent des maillages d'associations qui prennent en charge les problèmes posés par l'arrivée de chômeurs du Nord et de l'Est désindustrialisés. Ils réalisent des actions pour créer avec eux des nouveaux emplois utiles au territoire. La vague des néoruraux de 1970, en particulier à travers les femmes, a préservé de nombreux territoires de l'ensauvagement, de l'avancée de la forêt, de l'abandon. Bien avant la Conférence de Rio (1992), ils portaient et tentaient de réaliser les objectifs du développement durable. Un nouveau tissu d'agricultrices de souche, d'agricultrices néorurales et d'agricultrices sortant des écoles supérieures d'agronomie a des activités importantes dans le cadre de la Confédération paysanne. Si, dans l'Ouest de la France, une activité d'élevage industriel continuera à être réalisée par des éleveurs, d'autres alternatives leur sont déjà ouvertes, ainsi que d'autres solidarités qui les amènent à sortir du corporatisme.

Cette évolution qui décroïsonne les agricultrices d'un espace professionnel permettra peut-être enfin qu'elles trouvent leur place dans les organisations qui représentent l'agriculture, dans la gestion municipale et régionale (elles sont déjà inscrites dans les instances européennes).

## Références

- Actes des Journées Femmes* du Salon annuel de fourrage (1993). Rennes, Document interne du CEDAG, septembre.
- Boulding Kenneth E. (1973). *The Economy of Love and Fear*. Belmont, Calif., Wadsworth Publishing Co.
- Bowlby John (1978). *Attachement et perte*. 1. *L'attachement* ; 2. *La séparation : angoisse et colère*. Paris, PUF « Le fil rouge ».
- Bruneton-Governatori Ariane (1974). « La chambre et les champs ». *Les Temps modernes*, n° 333-334 « Les femmes s'entêtent », avril-mai.
- Choay Françoise (1992). *L'allégorie du patrimoine*. Paris, Seuil.
- Diouldé Laya L. (1973). *La tradition peule des animaux d'attache*. Thèse de 3° cycle d'ethnologie. Université Paris X-Nanterre.
- Donzelot Jacques (1977). *La police des familles*. Paris, Minuit.
- Dupré Michel (2002). *Au nom du progrès : histoire d'un paysan du pays d'Anceis*. Nantes, Centre d'histoire du travail.

- Gaudemar (de) Jean-Paul (1979). *La mobilisation générale*. Champ urbain.
- Jackson Don D. (1977). *Sur l'interaction, art. Le qui-pro-quo conjugal*. Paris, Seuil.
- Kapp William (1976). *Les coûts sociaux de l'économie de marché*. Paris, Flammarion.
- Lagrave Rose-Marie (ed) (1987). *Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier*. Paris, EHESS.
- Le Tacon Jean Louis (1978). *Cochon qui s'en dédit, film. Éleveur sans terre, cinématographie d'un élevage industriel porcin*. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle de cinématographie, université Paris X-Nanterre, sous la direction de Jean Rouch.
- Marié Michel (1982). *Un territoire sans nom. Pour une approche des sociétés locales*. Paris, Librairie des Méridiens.
- Porcher Jocelyne (2002). *Éleveurs et animaux, réinventer le lien*. Paris, PUF.
- Ravignan (de) François (2003). *L'avenir d'un désert, au pays de la Haute vallée de l'Aude*. Villelongue d'Aude, Atelier du Gué [rééd.].
- Rodegem Francis M. (1973). *Anthologie rundi*. Paris, Armand Colin.
- Salmona Michèle (1970). « Les coûts humains du développement ». In Salmona Michèle, *Le petit entrepreneur et sa relation à l'objet économique*. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, université Paris VII.
- (1971). *Recherches sur les aspects psychologiques sur l'apprentissage de la comptabilité* (2 tomes). Rapport CAESAR.
- (1973). « Langages et coûts mentaux du changement social ». *Éducation permanente*, n° 21, novembre-décembre.
- (1975). *Recherche/action sur l'installation de néoruraux bergers chevriers dans quatre zones désertifiées*. Rapport CAESAR.
- (1978). *Métis et paradoxe, qualification ou expropriation de l'intelligence de la production, les avatars de la vulgarisation scientifique et technique dans l'agriculture*. Rapport CAESAR/APCA.
- (1982a). « Qu'est-ce qui fait courir la petite agriculture ? Femmes et néoruraux ». *Connexion*, n° 35.
- (1982b). « Putain, petite fille rebelle ou bois dormant ». *Pénélope. Pour l'histoire des femmes* « Femme et terre », n° 7, automne.
- (1983a). « Apprentissages précoces imaginaires ». *Technique et culture*, n° 1, janvier-juin.
- (1983b). « Les femmes et le travail avec le vivant dans l'agriculture ». *Pénélope. Pour l'histoire des femmes*, n° 9, automne.



- (1985a). « Silences, dissonances, dissidences ». *Pour*, n° 101, mai-juin.
- (1985b). « L'échappée belle ou la mobilisation générale des femmes dans l'agriculture ». *Revue Tiers Monde*, n° 102, juin.
- (1986). « Les femmes et le travail avec le vivant : des qualifications invisibles ». *Revue d'ethnozootecnie*, n° 38.
- (1994a). *Les paysans français, le travail, les métiers, la transmission des savoirs*. Paris, L'Harmattan.
- (1994b). *Souffrances et résistances des paysans Français*. Paris, L'Harmattan.
- (1999). *Évaluation d'une action de formation au maniement du magnétoscope avec des agricultrices bretonnes adhérentes de la Confédération paysanne*. Rapport pour l'ONG Femmes et changements.
- (2002). « Les champs de la souffrance ». *Santé et travail*, n° 38 « Agriculture, souffrance, intensité », mars.
- (2003). « Les champs de la détresse » (à propos d'un article du *Monde* paru en janvier). In La Mission d'animation des agrobiosciences (MAA).
- (2004a, à paraître). « Les mots du travail : méthodes d'explicitation des aspects sociaux, cognitifs et affectifs du travail des paysans ». *Travailler*.
- (2004b, à paraître). *Femmes-Mémoires-Territoires*. Paris, L'Harmattan.